

Assurance hospitalisation

Art. 2. Le système de "tiers payant" est maintenu. Les frais y afférents sont mis en charge du "Fonds de compensation pour la sécurité d'existence".

Prime d'ancienneté

Art. 3. La prime d'ancienneté reste octroyée comme suit :

a) à 25 ans d'ancienneté, une prime égale au salaire de base d'un travailleur portuaire travail général x 21;

b) à 35 ans d'ancienneté, une prime égale au salaire de base d'un travailleur portuaire travail général x 42.

Pour l'ancienneté sont prises en compte les périodes de reconnaissance comme travailleur portuaire du contingent général, du contingent logistique et d'inscription comme homme de métier.

Le paiement se fait dans le mois suivant celui où l'ancienneté requise est atteinte.

La prime est également payée si le travailleur portuaire atteint l'ancienneté requise au cours de l'année où il accède au régime de capacité de travail réduite.

Pour mémoire

Art. 4. Toutes les conventions collectives de travail de longue durée relatives aux conditions de travail et de rémunération qui n'ont pas été dénoncées restent entièrement d'application.

Paix sociale

Art. 5. A l'exception d'éventuelles matières techniques, les organisations signataires et leurs membres n'introduiront au cours de la durée de validité de la présente convention collective de travail aucune nouvelle revendication, ni au niveau de la branche économique, ni au niveau des entreprises et elles garantiront le maintien de la paix sociale dans le port d'Anvers.

La prime syndicale n'est payée au "Front commun syndical" du port d'Anvers que si la paix sociale est entièrement respectée par les travailleurs dans ce port.

Durée de validité

Art. 6. La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1^{er} avril 2009. Elle cessera d'être en vigueur le 31 mars 2011.

La présente convention collective de travail peut être dénoncée par chacune des parties signataires moyennant la notification d'un délai de préavis de trois mois par lettre recommandée à la poste au président de la Sous-commission paritaire pour le port d'Anvers, dénommée "Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen".

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 10 octobre 2010.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

Hospitalisatieverzekering

Art. 2. Het "derdebetalerssysteem" blijft behouden. De hieraan verbonden kosten worden ten laste gelegd van het "Compensatiefonds voor bestaanszekerheid".

Anciënniteitspremie

Art. 3. De anciënniteitspremie blijft toegekend als volgt :

a) bij 25 jaar anciënniteit een premie gelijk aan het basisloon havenarbeider algemeen werk x 21;

b) bij 35 jaar anciënniteit een premie gelijk aan het basisloon havenarbeider algemeen werk x 42.

De periodes van erkenning als havenarbeider van het algemeen contingent, van het logistiek contingent en van inschrijving als vakman worden voor de anciënniteit in aanmerking genomen.

De uitbetaling gebeurt in de maand na het bereiken van de vereiste anciënniteit.

De premie wordt ook uitbetaald indien de havenarbeider de vereiste anciënniteit bereikt in het jaar dat hij toetreedt tot de regeling voor verminderd arbeidsgeschikten.

Pro memorie

Art. 4. Alle langlopende collectieve arbeidsovereenkomsten met betrekking tot de loon- en arbeidsvoorwaarden die niet zijn opgezegd blijven onverkort van toepassing.

Sociale vrede

Art. 5. Uitgezonderd eventuele technische aangelegenheden stellen de ondertekenende organisaties en hun leden tijdens de toepassingsperiode van deze collectieve arbeidsovereenkomst noch op het niveau van de bedrijfstak, noch op het niveau van de ondernemingen nieuwe eisen en waarborgen zij het behoud van de sociale vrede in de haven van Antwerpen.

De syndicale premie wordt slechts aan het "Gemeenschappelijk Vakbondsfront" van de haven van Antwerpen uitbetaald, indien de sociale vrede in die haven volledig door de werknemers wordt nageleefd.

Geldigheidsduur

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 april 2009. Zij treedt buiten werking op 31 maart 2011.

Elk van de ondertekenende partijen kan deze collectieve arbeidsovereenkomst opzeggen mits het betekenen bij een ter post aangetekende brief, van een opzeggingstermijn van drie maanden aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de haven van Antwerpen, "Nationaal Paritair Comité der haven van Antwerpen" genaamd.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 2010.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT

F. 2011 — 269

[2010/206544]

19 JANVIER 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de votre Majesté, vise à modifier l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

Au 1^{er} avril 2010, une modification du champ d'application de la commission paritaire 331 pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé est entrée en vigueur. Cette modification entraîne le changement de commission paritaire de plusieurs employeurs du

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU

N. 2011 — 269

[2010/206544]

19 JANUARI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerpbesluit dat wij de eer hebben voor te leggen ter ondertekening door uwe Majesteit beoogt het wijzigen van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

Op 1 april 2010 is een wijziging van het toepassingsgebied van het paritair comité 331 in werking getreden voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector. Deze wijziging heeft een verandering van paritair comité met zich gebracht voor verschillende werkgevers - inzonderheid

secteur plus particulier de l'accueil de la petite enfance qui quittent dès lors une commission paritaire où ils bénéficiaient de la réduction structurelle et passent dans la commission paritaire 331 où ils tombent dans le champs d'application du maribel social.

Ce changement entraîne une augmentation importante de la charge salariale des travailleurs et risque d'entraîner une perte importante d'emploi et par voie de conséquence une perte de place d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans.

Dès lors, une mesure exceptionnelle et provisoire visant à compenser partiellement ce soudain surcoût salarial, est proposée afin de maintenir l'emploi auprès de ces employeurs en attendant qu'ils puissent être pris en compte dans le cadre d'un octroi éventuel d'un subsidie Maribel social.

En effet, sans cette adaptation, l'employeur qui a changé de commission paritaire perd l'avantage de la réduction structurelle sans pouvoir encore bénéficier d'une possibilité de subsidie du fonds maribel social dont il dépend. Il faut donc éviter que, pendant cette période (qui se termine au plus tard le premier trimestre 2012) où il ne bénéficie d'aucun des deux avantages, l'emploi des travailleurs concernés ne soit mis en péril suite à l'augmentation du coût salarial à charge de l'employeur.

L'article 1^{er} prévoit que les dotations pour les années 2010, 2011 et 2012 du fonds maribel social pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé sont majorées d'un montant non structurel.

Cette enveloppe est calculée en fonction du nombre de travailleurs ou remplaçants qui auprès des employeurs concernés par ce changement de commission paritaire bénéficiaient de la réduction structurelle le trimestre précédent le changement de commission paritaire.

Concrètement, cela signifie que l'employeur qui opère le changement de commission paritaire se verra attribuer un X maximal équivalent du nombre de travailleurs bénéficiant d'une réduction structurelle à la fin du trimestre précédent le changement.

Ce X sera adapté chaque trimestre en fonction du nombre de travailleurs ou de remplaçants de ces travailleurs qui auraient bénéficié de la réduction structurelle si le changement de commission paritaire n'avait pas eu lieu.

Pour exemple :

Un employeur change de commission paritaire le 1^{er} avril 2010. Au trimestre précédent, 10 de ces travailleurs bénéficiaient de la réduction structurelle.

Au troisième trimestre 2010, il n'emploie plus que 8 travailleurs qui auraient pu bénéficier de la réduction structurelle. Sa participation dans l'enveloppe trimestrielle sera de 8.

Si le trimestre suivant, son nombre de travailleurs s'élève à 11, sa participation sera calculée sur 10 et ce parce que l'objectif est de préserver l'emploi existant sans pour autant bénéficier de droits plus importants qu'un autre employeur qui serait précédemment déjà dans le système Maribel social.

La période pour être pris en compte dans l'enveloppe exceptionnelle s'étend jusqu'au 31 décembre 2010, date à laquelle les employeurs concernés auront dû changer de commission paritaire.

L'enveloppe provisoire s'éteint à la fin du premier trimestre 2012 pour tenir compte d'une part de la période de 8 trimestres nécessaires à partir du 1^{er} avril 2010 pour définir le nouveau N du maribel social et d'autre part de circonscrire cette enveloppe exceptionnelle.

L'affectation de cette dotation exceptionnelle est sous la responsabilité du Fonds Maribel compétent qui devra l'affecter aux employeurs concernés par le changement de commission paritaire en fonction du nombre de travailleurs par employeur ayant été pris en compte pour le calcul de cette dotation.

L'article 2 fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Nous avons l'honneur d'être,
Sire,
De Votre Majesté,
les très respectueux et fidèles serviteurs,

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi
Mme J. MILQUET

uit de sector van de kinderopvang - die bijgevolg een paritair comité verlaten waar ze recht hadden op de structurele vermindering om over te stappen naar het paritair comité 331 waar ze binnen het toepassingsgebied van de sociale maribel vallen.

Deze wijziging zorgt voor een belangrijke verhoging van de loonkost van de werknemers en dreigt een belangrijk verlies aan werkgelegenheid te veroorzaken met als gevolg ook een verlies aan opvangplaatsen voor de kinderen tussen 0 en 3 jaar.

Derhalve wordt een uitzonderlijke en voorlopige maatregel voorgesteld met als doel deze plotse meerkost inzake lonen gedeeltelijk te compenseren om zo de werkgelegenheid bij deze werkgevers te behouden in afwachting dat ze in aanmerking kunnen komen voor het eventueel toekennen van een subsidie in het kader van de sociale Maribel.

Inderdaad, zonder deze aanpassing verliest de werkgever die veranderd is van paritair comité, het voordeel van de structurele vermindering zonder nog de mogelijkheid te hebben om een subsidie te genieten vanwege het fonds sociale maribel waarvan hij afhangt. Men moet dus voorkomen dat tijdens deze periode (die ten laatste afloopt het eerste kwartaal van 2012) waarin hij geen van beide voordelen geniet, de tewerkstelling van betrokken werknemers gevaar loopt ingevolge de verhoging van de loonkost ten laste van de werkgever.

Het artikel 1 bepaalt dat de dotaties voor de jaren 2010, 2011 en 2012 van het fonds sociale maribel voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector met een niet structureel bedrag worden verhoogd.

Deze enveloppe wordt berekend op basis van het aantal werknemers of vervangers die bij de werkgevers betrokken bij deze verandering van paritair comité de structurele vermindering genoten voor het kwartaal voorafgaand aan de wijziging van paritair comité.

Concreet wil dit zeggen dat de werkgever die de wijziging van paritair comité ondergaat, een bedrag X zal toegekend krijgen maximaal gelijk aan het aantal werknemers die een structurele vermindering genoten aan het eind van het kwartaal voorafgaand aan de verandering.

Deze X zal ieder kwartaal aangepast worden op basis van het aantal werknemers of vervangers van deze werknemers die de structurele vermindering zouden genoten hebben indien de wijziging van paritair niet zou plaatsgevonden hebben.

Bijvoorbeeld :

Op 1 april 2010 verandert een werkgever van paritair comité. In het voorafgaand kwartaal genoten 10 van zijn werknemers de structurele bijdragevermindering.

Tijdens het derde kwartaal 2010 stelt hij maar 8 werknemers meer te werk die de structurele vermindering hadden kunnen genieten. Zijn aandeel in de trimestriële enveloppe zal dan 8 bedragen.

Indien zijn aantal werknemers in het volgende kwartaal 11 bedraagt, dan zal zijn aandeel berekend worden op basis van 10 en dit omdat het doel erin bestaat de bestaande werkgelegenheid te vrijwaren zonder daarbij meer rechten te genieten dan een andere werkgever die reeds voordien ressorteerde onder het systeem sociale Maribel.

De periode om in aanmerking te komen voor de uitzonderlijke enveloppe loopt tot 31 december 2010, datum waarop de betrokken werknemers zullen moeten veranderd zijn van paritair comité.

De voorlopige enveloppe dooft uit op het einde van het eerste kwartaal 2012 enerzijds om zo rekening te houden met de periode van 8 kwartalen vanaf 1 april 2010 die nodig is om de nieuwe N van de sociale Maribel te definiëren en anderzijds om deze uitzonderlijke enveloppe af te bakenen.

De toewijzing van deze uitzonderlijke dotatie verloopt onder de verantwoordelijkheid van het Maribel fonds dat zorgt voor de verdeling ervan onder de bij de wijziging van paritair comité betrokken werkgevers overeenkomstig het aantal werknemers die per werkgever in aanmerking werden genomen voor het berekenen van deze dotatie.

Het artikel 2 stelt de inwerkingtreding vast van dit koninklijk besluit.

Wij hebben de eer te zijn,
Sire,
Van uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige en getrouwe dienaars,

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. J. MILQUET

19 JANVIER 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, l'article 35, § 5, remplacé par la loi du 22 décembre 2003 et modifié par les lois des 27 décembre 2004, 27 décembre 2005, 27 décembre 2006 et 17 juin 2009;

Vu l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 novembre 2010;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat du Budget, donné le 16 novembre 2010;

Vu l'avis du Conseil national du travail, donné le 7 décembre 2010;

Vu l'urgence motivée par le fait que la modification du champ d'application de la commission paritaire 331 pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé, intervenue le 1^{er} avril 2010, entraîne une augmentation importante de la charge salariale des travailleurs et risque d'entraîner une perte importante d'emploi et par voie de conséquence une perte de place d'accueil pour les enfants de 0 à 3 ans.

En effet, sans cette adaptation, l'employeur qui a changé de commission paritaire perd l'avantage de la réduction structurelle sans pouvoir encore bénéficier d'une possibilité de subside du fonds maribel social dont il dépend. Il faut donc éviter que pendant cette période (qui se termine au plus tard le premier trimestre 2012) où l'employeur ne bénéficie d'aucun des deux avantages, l'emploi des travailleurs concernés ne soit mis en péril suite à l'augmentation de leur coût salarial.

Vu l'avis n° 48.969/1 du Conseil d'Etat, donné le 30 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires Sociales et de la Santé Publique et de la Ministre de l'Emploi et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 61 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, modifié par les arrêtés royaux du 10 décembre 2002, du 31 décembre 2003, du 18 juillet 2005, du 31 juillet 2009 et du 13 juin 2010 est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 61 Les dotations pour l'année 2010, 2011 et 2012 du fonds maribel social pour le secteur flamand de l'aide sociale et des soins de santé sont toutes trois majorées d'un montant non récurrent Y calculé comme suit :

- pour les deuxième, troisième et quatrième trimestre de 2010, $Y = 375,94 \text{ euros} * X$;
- pour les quatre trimestres de 2011, $Y = 387,83 \text{ euros} * X$;
- pour le premier trimestre de 2012, $Y = 387,83 \text{ euros} * X$.

Où X est égal à la somme des fractions de prestations globales pour tous les travailleurs pour lesquels cette fraction de prestation s'élève au moins à 0,49.

Les travailleurs concernés sont :

- les travailleurs dont les employeurs sont passés, entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 décembre 2010, d'une commission paritaire qui n'était pas dans le champ d'application du maribel social vers la commission paritaire 331 suite à une modification du champ d'application de cette commission paritaire, et pour lesquels la réduction structurelle telle que prévue par le Titre IV, Chapitre 7, Section 2 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 a été octroyée pour le trimestre qui précède celui pendant lequel le transfert a eu lieu;
- les remplaçants de ces travailleurs qui auraient ouvert le droit à la réduction structurelle dans la commission paritaire qui ne tombe pas dans le champ d'application du maribel social.

19 JANUARI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid voor werknemers, artikel 35, § 5, vervangen bij de wet van 22 december 2003 en gewijzigd bij de wetten van 27 december 2004, 27 december 2005, 27 december 2006 en 17 juni 2009;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 9 november 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op 16 november 2010;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 7 december 2010;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat de wijziging van het toepassingsgebied van het paritair comité 331 voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector, die plaatsvond op 1 april 2010, zorgt voor een belangrijke verhoging van de loonkost van de werknemers en dreigt een belangrijk verlies aan werkgelegenheid te veroorzaken met als gevolg ook een verlies aan opvangplaatsen voor de kinderen tussen 0 en 3 jaar.

Inderdaad, zonder deze aanpassing verliest de werkgever die veranderd is van paritair comité, het voordeel van de structurele vermindering zonder nog de mogelijkheid te hebben om een subsidie te genieten vanwege het fonds sociale maribel waarvan hij afhangt. Men moet dus voorkomen dat tijdens deze periode (die ten laatste afloopt het eerste kwartaal van 2012) waarin de werkgever geen van beide voordelen geniet, de tewerkstelling van betrokken werknemers gevaar loopt ingevolge de verhoging van hun loonkost.

Gelet op het advies nr 48.969/1 van de Raad van State, gegeven op 30 november 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en de Minister van Werk en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 61 van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 december 2002, 31 december 2003, 18 juli 2005, 31 juli 2009 en 13 juni 2010 wordt hersteld als volgt :

"Art. 61 De dotaties voor het jaar 2010, 2011 en 2012 van het fonds sociale maribel voor de Vlaamse welzijns- en gezondheidssector worden alle drie verhoogd met een niet-recurrent bedrag Y berekend als volgt :

- voor het tweede, derde en vierde kwartaal 2010, $Y = 375,94 \text{ euro} * X$;
- voor de vier kwartalen van 2011, $Y = 387,83 \text{ euro} * X$;
- voor het eerste kwartaal 2012, $Y = 387,83 \text{ euro} * X$.

Waarbij X gelijk is aan de som van de globale prestatiebreuken van alle betrokken werknemers waarvoor de globale prestatiebreuk ten minste 0,49 bedraagt.

Met betrokken werknemers wordt bedoeld :

- de werknemers van wie de werkgevers tussen 1 april 2010 en 31 december 2010 overgestapt zijn van een paritair comité dat niet behoorde tot het toepassingsgebied van de sociale maribel naar het paritair comité 331 ingevolge een wijziging van het toepassingsgebied van dit paritair comité, en voor wie de structurele vermindering zoals bedoeld in Titel IV, Hoofdstuk 7, Afdeling 2 van de programmawet (I) van 24 december 2002, werd toegekend voor het kwartaal voorafgaand aan het kwartaal gedurende hetwelk deze transfer plaatsvond;
- de vervangers van deze werknemers die het recht op de structurele vermindering zouden geopend hebben onder het paritair comité dat niet tot het toepassingsgebied van de sociale maribel behoort.

Pour les trimestres de 2010 qui précèdent le trimestre au cours duquel le transfert a eu lieu, X est égal à zéro.

La fraction de prestation globale est la fraction de prestation telle que mentionnée à l'article 2, 2^o, h, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 en exécution du Titre IV, Chapitre 7, Section 2 de la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 concernant l'harmonisation et la simplification des régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale.

Le calcul de Y est effectué par l'Office national de Sécurité sociale, pour le trimestre concerné, au plus tard 7 mois après la fin du trimestre concerné.

Ces montants sont réservés pour préserver l'emploi des employeurs qui sont passés, entre le 1^{er} avril 2010 et le 31 décembre 2010, d'une commission paritaire qui n'étaient pas dans le champ d'application du maribel social vers la commission paritaire 331 suite à la modification du champ d'application de cette commission paritaire intervenue le 1^{er} avril 2010.

Le fond est responsable de l'affectation de ces dotations additionnelles aux employeurs concernés, et de les répartir en fonction du nombre de travailleurs qui bénéficiaient de la réduction structurelle lorsque l'employeur a changé de commission paritaire. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2010.

Art. 3. Le Ministre qui a les Affaires Sociales et la Santé Publique dans ses attributions et le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 janvier 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

La Vice-Première Ministre
et Ministre de l'Emploi et de l'Egalité des Chances,
chargée de la Politique de migration et d'asile,
Mme J. MILQUET

Voor de kwartalen van 2010 die voorafgaan aan het kwartaal vanaf wanneer de transfer plaatsvond, is X gelijk aan nul;

De globale prestatiebreuk is de prestatiebreuk zoals bedoeld in artikel 2, 2^o, h) van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van Titel IV, Hoofdstuk 7, Afdeling 2 van de programmawet (I) van 24 december 2002 betreffende de harmonisering en vereenvoudiging van de regelingen inzake verminderingen van de sociale zekerheidsbijdragen.

De berekening van Y gebeurt door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid per betrokken kwartaal, ten laatste zeven maanden na het einde van het betrokken kwartaal.

De bedragen worden gereserveerd om de werkgelegenheid te vrijwaren bij de werkgevers die tussen 1 april 2010 en 31 december 2010 overgestapt zijn van een paritair comité dat niet behoorde tot het toepassingsgebied van de sociale Maribel naar het paritair comité 331 ingevolge de wijziging van het toepassingsgebied van dit paritair comité die plaatsgreep op 1 april 2010.

Het fonds is verantwoordelijk voor de toewijzing aan de betrokken werkgevers van deze aanvullende dotaties en voor het verdelen ervan overeenkomstig het aantal werknemers die de structurele vermindering genoten op het moment dat de werkgever van paritair comité veranderde."

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2010.

Art. 3. De Minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 januari 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Werk en Gelijke Kansen,
belast met het Migratie- en asielbeleid,
Mevr. J. MILQUET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 270

[2011/200267]

17 DECEMBER 2010. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 19 oktober 2007 tot inwerkingtreding van het decreet van 16 mei 2007 tot oprichting van de strategische adviesraad Internationaal Vlaanderen en tot regeling van de presentiegelden van de leden van de strategische adviesraad Internationaal Vlaanderen

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 18 juli 2003 tot regeling van strategische adviesraden, artikel 10;

Gelet op het decreet van 16 mei 2007 houdende de oprichting van de strategische adviesraad internationaal Vlaanderen, artikel 6bis, ingevoegd bij het decreet van 9 juli 2010;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 19 oktober 2007 tot inwerkingtreding van het decreet van 16 mei 2007 tot oprichting van de strategische adviesraad internationaal Vlaanderen en tot regeling van de presentiegelden van de leden van de strategische adviesraad internationaal Vlaanderen;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 28 september 2010;

Gelet op het advies 48.796/3 van de Raad van State, gegeven op 12 oktober 2010, met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;